



L'Assemblée nationale, le sénat et les communes du Cameroun seront privés des représentants élus du Front social-démocrate, SDF, d'ici novembre 2019 si le régime du président Paul ne parvient pas à résoudre la crise anglophone.

Dans une déclaration signée par le président national du SDF, Ni John Fru Ndi, le parti maintient que le président Paul Biya a déclaré la guerre civile en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays le 30 novembre 2017 et se réserve par conséquent le droit d'une fin à la guerre.

Ni John Fru Ndi déclare fermement que la décision du SDF est principalement une autre mesure stricte permettant au gouvernement de prendre des décisions qui arrêteront les meurtres, les mutilations, la destruction de biens, le déplacement de personnes et bien d'autres maux qui ont pris place dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à cause de la guerre.

Pour que la paix règne, le SDF appelle les responsables du parti RDPC dans les régions anglophones à cesser de tirer des bénéfices politiques de la crise.

Sur la question de savoir si l'école peut reprendre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest d'ici septembre, le SDF affirme que chaque habitant du Nord-Ouest et du Sud-Ouest souhaite la reprise des activités, mais regrette que l'environnement ne soit pas suffisamment

favorable pour permettre la création d'écoles. Le parti reste optimiste sur le fait que si le gouvernement fait quelque chose pour que la paix règne avant septembre, les écoles peuvent s'ouvrir.